

Cahier des clauses techniques particulières

(C.C.T.P.)

Marché n° 26 004 PC

**TRAVAUX TOUS CORPS D'ETAT* (HORS ELCTRICITE ET PLOMBERIE CVC) POUR LA
RÉNOVATION, L'AMÉLIORATION ET L'ENTRETIEN DES BÂTIMENTS DU PARC
NATIONAL DE PORT-CROS**

* terrassement / maçonnerie / charpente-couverture-zinguerie / peinture / plâtrerie-cloisons légères/
isolation / revêtements : sols et murs / menuiseries : intérieures et extérieures / métallerie- serrurerie

ARTICLE 1 -Présentation.....	2
1.1Objet du marché.....	2
1.2Sites.....	2
ARTICLE 2 -Généralités	3
2.1Consignes et organisations des interventions	3
2.2Environnement.....	7
2.3Transport matériel / déplacements	7
2.4Véhicules- engins de chantier.....	8
ARTICLE 3 -Description succincte des différentes interventions par corps de métier.....	8
ARTICLE 4 -Petits travaux / entretien bâti	10

ARTICLE 1 - Présentation

Le Parc national de Port-Cros gère les infrastructures terrestres et maritimes des îles de Porquerolles, de Port-Cros et du Cap Lardier qui sont des sites classés. Il gère également des bâtiments situés sur la commune de Hyères (siège du Parc national de Port-Cros et siège du Conservatoire Botanique National Méditerranéen) .

L'île de Port-Cros est le cœur du Parc national, une réglementation spécifique lui est appliquée en plus des réglementations des espaces naturels courants.

À ce titre, une attention particulière sera portée sur le respect du milieu naturel, sur la propreté des chantiers et sur les réglementations en vigueur.

1.1 Objet du marché

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de définir les prestations relatives à l'exécution, des travaux de gros entretien, de rénovation et de réparation courante des corps d'état suivants :

Terrassement / maçonnerie / charpente-couverture-zinguerie / peinture / plâtrerie-cloisons légères / isolation / revêtements : sols et murs / menuiseries : intérieures et extérieures / métallerie- serrurerie pour la rénovation, l'amélioration et l'entretien des bâtiments du Parc national de Port-Cros.

Le marché n'est pas alloti en raison de la répartition des bâtiments du PNPC répartis sur les îles de Port-Cros et de Porquerolles, et ce afin d'optimiser au maximum les déplacements et l'organisation des interventions.

Le titulaire pourra, le cas échéant, faire appel à des sous-traitants.

1.2 Sites

Les bâtiments du Parc national de Port-Cros se trouvent principalement sur les îles de Port-Cros et de Porquerolles. Il y a également deux bâtiments situés sur la commune de Hyères (le siège du Parc national de Port-Cros et celui du Conservatoire Botanique National Méditerranéen) et un sur la commune de la Croix-Valmer (bureaux du Conservatoire du littoral).

Il y a différents types de bâtiments : des forts (classés monuments historiques), des bureaux, des logements de passage, des ateliers, des logements pour les agents et des maisons de Parc.

Lieu d'exécution des différents travaux

- Sur les îles de Porquerolles et de Port-Cros, plusieurs bâtiments concernés, Var
- Au Cap Lardier, bureaux du Conservatoire du littoral, Gigaro, La Croix-Valmer, Var
- Au siège social du Parc national, Castel Ste Claire, 181 Allée du Castel Ste Claire, Hyères, Var
- Au CBNMed (Conservatoire Botanique National Méditerranéen), 34 avenue Gambetta, Hyères, Var.
(Déménagement prévu en 2026 ou 2027)
- Tour Fondue Fort du Pradeau, presqu'île de Giens, Hyères

2.1 Consignes et organisations des interventions

2.1.1 Contraintes dues à la spécificité du site, îles protégées & sites classés

Une attention particulière est portée sur le respect du milieu naturel, sur la propreté du chantier et sur les règlements divers. Les solutions techniques devant être mises en œuvre pour la réalisation des travaux, les procédures et comportement du personnels doivent intégrer ces contraintes.

Si les opérations de travaux nécessitent une intervention importante, les consignes ci-dessous s'appliquent.

L'entrepreneur a l'obligation de prendre toutes précautions dans la conduite des travaux pour apporter le minimum de dommages aux ouvrages et pistes qu'il pourrait parcourir, ainsi qu'au peuplement forestier et autres habitats situés à proximité de l'emprise des travaux. Sa responsabilité pourra être recherchée en cas de dommages anormalement élevés dus à des précautions insuffisantes.

Lorsque les travaux s'effectuent à proximité de réseaux enterrés ou aériens, il a la responsabilité de s'acquitter de la déclaration d'intention de commencement de travaux (D.I.C.T). À la demande du maître d'œuvre, il doit pouvoir justifier du respect de cette procédure.

En outre, la forte fréquentation et la diversité des publics doit être prise en compte. Pour l'ensemble des travaux, l'entreprise prend à sa charge toute les mesures nécessaires pour le respect de la sécurité (respect des réglementations en vigueur, matérialisation, balisage du chantier, fermeture des accès le cas échéant,) de son personnel et des personnes susceptibles d'être présentes sur le site.

La remise en état des voies d'accès au chantier est à la charge de l'entreprise.

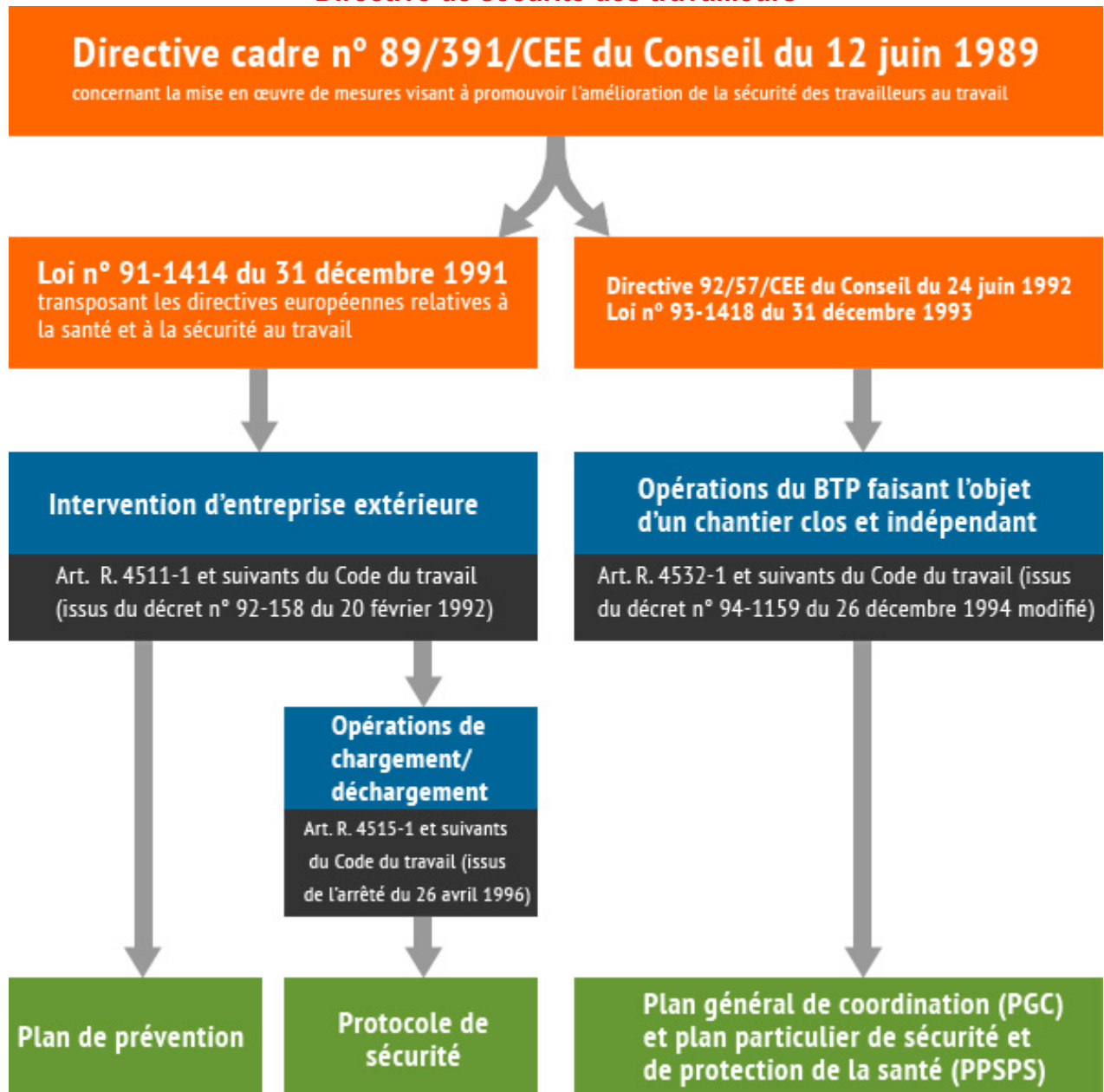
Il pourra être prononcé résiliation du marché pour tout manquement aux engagements pris lors de la consultation.

La particularité de l'insularité devra être prise en compte par l'entreprise pour les délais d'interventions en fonction des saisons, des aléas climatiques et des horaires des navettes desservant les îles.

L'importation sur les îles d'un véhicule doit faire l'objet d'une demande préalable d'autorisation auprès de la mairie de HYERES et du Parc national de Port-Cros.

2.1.2 Obligations du titulaire en matière de sécurité des travailleurs et des personnes

Directive de sécurité des travailleurs



Registre de sécurité

Après toute intervention de sécurisation, le titulaire devra impérativement remplir lisiblement le registre de sécurité du site dans la mesure où celui-ci est existant (date et description succincte de l'intervention, signature et cachet de l'entreprise).

- Plan de prévention

Un plan de prévention général est élaboré à la prise de contrat. Il rappelle les règles de sécurité à adopter en fonction des interventions et des contraintes techniques rencontrés sur les sites.

Pour des opérations **spécifiques** un plan de prévention ponctuel sera établi en commun accord entre l'entreprise réalisant l'intervention et le responsable technique du Parc national

Ce document identifie principalement les mesures de prévention des risques prises lors des différents travaux réalisés sur les installations et notamment les : travaux électriques - travaux en hauteur - permis de feu si soudage - port des équipements de protection individuel (EPI) – Mise en place des équipements de protection collective (EPC) .

Tous les personnels du « titulaire », ainsi que les sous-traitants qui sont amenés à intervenir sur le site à sa demande, seront équipés des EPI réglementaires et à jour de leurs contrôles.

Chaque fois que cela est nécessaire, le « titulaire » prend toutes les dispositions pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers de la présence de zones interdites. En cas de carence du « titulaire », ou en cas de danger, le propriétaire des installations se réserve le droit de prendre toute mesure utile aux frais du « titulaire », et sans mise en demeure préalable, sans que cette action puisse dégager la responsabilité de ce dernier en cas d'accident.

- Présence supposée d'amiante

Concernant les **interventions sur des matériaux, équipements, matériels contenant de l'amiante** (activités de **sous-section 4**), depuis mars 2012, chaque salarié doit être formé à la prévention du risque amiante et détenir une compétence spécifique. En matière de prévention des risques professionnels au travail, une attestation de compétence à la prévention du risque Amiante sous-section 4 est désormais obligatoire pour « toutes les personnes qui effectuent des interventions sur des matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante » Arrêté du 23/02/2012 : activités des Art. R.4412-114 et 4412-139 CDT (*en cas d'évolution des réglementations, les textes en vigueur au moment des travaux sont applicables*). Le responsable technique du Parc national met à disposition les diagnostics amiantes des bâtiments, si nécessaire. Dans le cas où un manque d'informations par rapport à une zone d'intervention est constaté, le maître d'œuvre fait réaliser des prélèvements complémentaires.

- Travaux à proximité des réseaux

Depuis le 1er janvier 2018, les personnes qui interviennent en amont des projets de travaux (maîtres d'ouvrage publics et privés) ou lors de leur exécution posséderont une « Autorisation d'intervention à proximité des réseaux » (AIPR).

- D.I.C.T (déclaration d'intention de commencement de travaux) D.I.C.T

Lorsque les travaux s'effectuent à proximité de réseaux enterrés ou aériens, l'entreprise a la responsabilité de s'acquitter de la déclaration d'intention de commencement de travaux (D.I.C.T). À la demande du maître d'œuvre, il doit pouvoir justifier du respect de cette procédure avant de commencer les travaux.

-Travaux en hauteur

Avant chaque intervention une évaluation de l'existence des risques est effectuée par l'entreprise.

Les interventions en hauteur sont effectuées par des personnes ayant reçu une **formation**. Tout employeur est tenu d'informer ses salariés sur les risques professionnels et leur prévention, de les former à la sécurité et à leur poste de travail (articles L. 4141-1 à 4141-4 du Code du travail). En outre des formations spécifiques sont prévues pour l'usage de certains équipements de travail comme :

- Échafaudages Une attestation de compétences est délivrée par le chef d'entreprise. Elle est obligatoire pour monter, démonter, modifier ou exploiter un échafaudage.

- Harnais de sécurité Le salarié doit suivre une formation adéquate et spécifique à l'utilisation des EPI contre les chutes de hauteur, comprenant un entraînement au port de l'équipement et éventuellement une formation aux interventions de secours et de mise en sécurité. Ces formations doivent être renouvelées aussi souvent que nécessaire. Le salarié est à même de contrôler avant chaque intervention que les équipements sont en bon état et s'assure que les vérifications périodiques annuelles ont été effectuées (articles R. 4323-104 à R. 4323-106).

-Permis feu

Pour les interventions nécessitant l'utilisation d'outils générant des étincelles ou une source de chaleur (ou de feu), le « titulaire » demande au **propriétaire** des installations un permis de feu. L'intervenant prend les dispositions nécessaires pour éviter tout départ de feu et aura à proximité un extincteur approprié aux risques

- Consigner une installation électrique ou un circuit

Lors des interventions nécessitant la consignation d'une installation, la procédure de mise en sécurité destinée à assurer la protection des personnes est réalisée rigoureusement en respectant l'ordre établi par la réglementation en vigueur. (Procédure de consignation définie dans la norme NFC 18-510).

La personne réalisant l'opération doit être habilitée.

Le personnel présent sur le site de l'intervention est averti avant la coupure, afin qu'il puisse prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter les désagréments (coupure des ordinateurs, imprimantes et appareils sensibles ...) Il en est de même pour la remise en service des installations.

-Communications

Les réseaux GSM des différents opérateurs sont plus ou moins fiables suivant où l'on se trouve sur les îles. Les techniciens devront vérifier si le réseau de leur opérateur couvre bien la zone d'intervention. Le cas échéant, le Parc national mettra à disposition des radios « Talkie-walkie ».

2.1.3 Plannings et Organisation des interventions

Pour les travaux envisagés, un calendrier prévisionnel fixant les dates d'interventions est proposé à l'issue de la réunion de démarrage par le technicien référent du Parc national et validé d'un commun accord avec le titulaire du présent accord cadre.

Au démarrage des interventions un agent du Parc national est présent. Sa connaissance des lieux et des installations permet de guider le prestataire, de lui fournir les moyens d'accès aux installations, de lui signaler les éventuels incidents survenus et en général lui procurer les facilités nécessaires à l'exécution de sa mission.

La particularité de l'insularité sera prise en compte par l'entreprise pour les délais d'interventions en fonction des saisons, des aléas climatiques et des horaires des navettes desservant les îles.

L'importation sur les îles de véhicule doit faire l'objet d'une demande préalable d'autorisation auprès de la mairie de HYERES et du Parc national de Port-Cros.

2.1.4 Provenance, qualité et mise en œuvre des matériaux et équipements

Les matériaux et produits mis en œuvre dans les ouvrages respectent les préconisations des D.T.U et répondent aux normes NF ou EN en vigueur.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre désigne la nature et la provenance des matériaux et produits qu'il désire voir employer et accepte ou refuse ceux qui lui sont proposés.

Tous les produits installés sont garantis par leur fabricant.

2.1.5 Sécurité des travailleurs, des personnes

Pour l'ensemble des travaux, l'entreprise prend à sa charge toute les mesures nécessaires pour le respect de la sécurité de son personnel et des personnes susceptibles d'être présentes sur le site (respect des réglementations en vigueur, matérialisation du chantier, balisage de la zone d'intervention, fermeture des accès le cas échéant, consignation des installations électriques...).

Les techniciens intervenants devront être identifiables, porter une tenue de travail adéquate et équipés des EPI nécessaires aux prestations à effectuer. Ils devront posséder les attestations mentionnant leurs capacités à effectuer les travaux demandés.

2.1.6 Crise sanitaire : le maintien de l'activité sur les chantiers

En cas de crise sanitaire, avec l'accord du maître d'ouvrage le titulaire maintient l'activité sur les chantiers.

Dans cette situation, une démarche de prévention intègre les risques spécifiques liés à l'épidémie. Cette démarche de prévention est intégrée dans le plan de prévention

Le titulaire met en œuvre toutes les mesures visant à prévenir le risque de contamination qui peuvent être les suivantes :

- port du masque respiratoire.
- fourniture de gants ;
- repenser l'organisation des chantiers avec la mise en place de postes de travail permettant une distance d'au moins 1 mètre entre chaque salarié ;
- rappeler aux salariés les gestes « d'hygiène barrières » édictées par le gouvernement.

2.2 Environnement

2.2.1 Gestion des déchets

Une attention particulière est portée à la gestion des déchets produits par l'activité du titulaire, Il doit veiller à en réduire la production.

Aucun déchet n'est abandonné, ni brûlé. Le titulaire s'engage à utiliser une solution d'élimination autorisée et ne jamais céder les déchets dont il a la charge à un tiers sans agrément.

Le titulaire prend à sa charge l'élimination de ses déchets ainsi que ceux dont le maître d'ouvrage reste le producteur. Les justificatifs (B.S.D.D.) de prise en charge des déchets par un tiers seront communiqués au pouvoir Adjudicateur. Le titulaire reconnaît être informé de cette exigence et il s'engage à en informer ses salariés, fournisseurs, prestataires et sous-traitants divers, susceptibles d'intervenir dans le cadre de son contrat principal le liant au pouvoir adjudicateur.

Rappel : les feux de toute nature sont interdits.

2-2-2 Locaux confiés au titulaire

Le Parc national peut mettre à la disposition du titulaire pour la bonne exécution du chantier :

- une salle de réunion
- une salle de type réfectoire
- des sanitaires et douches

Des hébergements sur les îles peuvent être mis à disposition du titulaire, pour ses personnels, lorsque des travaux nécessitent d'être effectués sur plusieurs jours, et ce, afin de limiter leurs déplacements. Ce type d'intervention est programmé de préférence en saison basse (octobre à avril).

En cas de mise à disposition d'un hébergement, est à la charge du titulaire de prévoir le linge de couchage et de toilette (non fournis par le PNPC). Le titulaire et/ou ses personnels prévoient également leurs repas qui ne sont pas pris en charge par le PNPC.

Les locaux mis à disposition du titulaire du marché seront respectés et tenus dans un bon état de propreté.

2-2-3 Nettoyage des installations à l'issue des interventions

À l'issue de chaque intervention, le titulaire réalise un nettoyage minutieux des zones concernés par les travaux.

2.3 Transport matériel / déplacements

Après accord de la compagnie maritime, le matériel à transporter en fonction de son volume ou (et) de sa spécificité prend la navette « classique avec les touristes », ou la barge de transport du matériel et des véhicules.

Préparation du chargement : le matériel est conditionné sur palette, l'entreprise se présente 1 heure avant le départ de la navette pour effectuer en commun accord avec les agents de la compagnie les manipulations pour le chargement.

Pour un transport avec la barge, le matériel est préparé sur les chariots mis à disposition par la compagnie. **Le transport du matériel par la barge est pris en charge par le Parc national de Port-Cros, et payé directement à la compagnie de transport maritime, à condition que le titulaire fournisse un justificatif de transport. En l'absence de justificatif, le coût du transport par la barge est à la charge du titulaire.**

Un agent du Parc national prend en charge le personnel de l'entreprise à son arrivé sur les îles. Il se charge du transport sur site et du retour à l'embarcadère pour le départ.

Sur Port-Cros, un des véhicules du PNPC peut être mis à disposition de l'entreprise pour se déplacer entre le port et les bâtiments, sur accord préalable du chef de secteur.

Sur Porquerolles, sauf indisponibilité des agents du PNPC, les personnels du titulaire sont pris en charge de l'embarcadère au(x) bâtiment(s) où sont effectués les travaux. Dans le cas où les travaux doivent être effectués sur plusieurs jours, il est recommandé au titulaire de prévoir un véhicule.

2.4 Véhicules- engins de chantier

L'utilisation d'engins mécaniques est soumise à l'acceptation du maître d'ouvrage.

Ils sont en bon état et ne présentent pas de dysfonctionnement pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes et à l'environnement.

Les papiers et certificats de contrôle des engins ainsi que les habilitations des conducteurs doivent être présentées si besoin sur simple demande du représentant du maître d'ouvrage. À défaut, il sera prononcé l'arrêt temporaire du chantier.

ARTICLE 3 - Description succincte des différentes interventions par corps de métier

Le Titulaire est considéré comme ayant pris connaissance de tous les travaux à réaliser, sujétions comprises. Il ne peut en aucun cas prévaloir une méconnaissance ou incompréhension du besoin à satisfaire.

Les interventions concernent :

	Désignation des corps de métier
1	Terrassement
2	Maçonnerie
3	Charpente Couverture Zinguerie
4	Peinture/ vitrerie
5	Plâtrerie - Cloisons légères
6	Isolation
7	Revêtements : sols et murs
8	Menuiseries : intérieures- extérieures
9	Métallerie Serrurerie

Les travaux des différents corps d'état comprennent d'une manière générale les interventions suivantes :

Terrassement

- les travaux de terrassement (réalisées mécaniquement ou manuellement) ;
- l'ouverture de tranchées, remblai, blindage de fouille, dérochement, ...
- l'enlèvement et le retraitement en décharge des déblais
- les travaux d'aménagement et de préparation.

Maçonnerie

- des travaux de construction ou démolition de maçonnerie (pierre naturelle, briques, blocs agglomérés, cloisons diverses...)
- des travaux de piquetage d'enduit (béton, ciment, chaux...)
- pose de pierres naturelles, de briques, de blocs de bétons creux, de béton cellulaire...
- carottage horizontal ou vertical (tout support du Ø 50 au Ø 250 en général)

- des activités de rénovation spécialisées sur différents ouvrages en site classés, impliquant des compétences, un savoir-faire et du matériel spécifique.
- la maçonnerie et le pavage
- pose ou remplacement à l'identique de pierres de tailles, de mur en pierres sèches, de maçonnerie ancienne...
- techniques de mise en œuvre spéciales (réfection d'enduit, projection d'enduit, traitement des supports...)
- reprise sur maçonnerie par injection, découpe d'ouverture...

Charpente Couverture Zinguerie

- le montage ou remplacement d'éléments de charpentes ;
- la pose ou remplacement de couvertures ;
- les travaux d'étanchéité en général
- La pose ou le remplacement de gouttières et descentes EP (zinc, cuivre, PVC...)
- remplacement : de tuiles canal (ou autres) en terre cuite, de plaques sous tuiles...
- nettoyage préventif de chéneau et de toiture
- reprise maçonnerie sur des souches de cheminée, des faîtage...

Peinture / vitrerie

- les travaux comprennent d'une manière générale :
- la peinture intérieure et extérieure des murs et des menuiseries
- Recherche de teinte avant mis en œuvre
- lasure des boiseries
- pose ou remplacement de vitrage (petits carreaux / double vitrage)

Plâtrerie - Cloisons légères

- pose de -béton cellulaire, carreaux de plâtre, cloisons alvéolaires...
- pose de faux plafonds (BA13 sur fourrures)
- pose de rails et de plaques de plâtre
- reprise d'enduit

Isolation

- pose ou remplacement de laine minérales (laine de verre, laine de roche, ...)
- pose ou remplacement d'isolants biosourcés (laine de bois, chanvre, ouate de cellulose...)
- pose ou remplacement de panneaux acoustiques (faux-plafonds, cloisons...)

Revêtements : murs et sols

- revêtements muraux en faïence
- revêtement sol en carrelages, en béton ou en pierre de taille
- pose ou remplacement de parquets bois
- pose ou remplacement de sols en linoléum :
- pose de toile de verre

Menuiseries : intérieures- extérieures

- le remplacement de portes et fenêtres (bois, aluminium, PVC...)
- le remplacement de menuiseries anciennes reproduction à l'identique sur mesure, dans les bâtiments classés monuments historique.

Métallerie Serrurerie

- mise en jeu, réglage et graissage des serrures et pivots.
- pose ou remplacement de cylindres / poignées de porte / ferme porte...
- fabrication ou reprise de structures métalliques
- traitement des aciers (passivation, peinture, galvanisation...)
- pose de garde-corps/ grilles de sécurité
- pose ou remplacement à l'identique d'éléments en fer forgés dans les bâtiments classés monuments historique (clous, pentures, défenses...)

ARTICLE 4 - Petits travaux / entretien bâti

Des interventions non identifiées dans le bordereau des prix unitaires peuvent se révéler nécessaires durant l'exécution du présent marché, elles font alors l'objet de marchés subséquents.

Le délai d'intervention moyen est de 7 jours (ouvrés) à compter de la date de notification du marché subséquent ou du bon de commande.

Cependant les délais sont généralement convenus d'un commun accord entre le PNPC et le titulaire.